Politique de confidentialité de MANO

Traitement des données à caractère personnel

Le présent site MANO est à l'initiative de la Direction du numérique des ministères sociaux et de l'association « Aurore ».

Le responsable de traitement des données à caractère personnel collectées par la plateforme MANO est l'association « Aurore » représentée par monsieur Pierre COPPEY, président.

Finalités

L'outil numérique peut collecter des données à caractère personnelles, pour les finalités suivantes :

- Planifier des actions à réaliser en lien avec les besoins individuels des personnes rencontrées en rue ;
- Permettre aux structures de mieux organiser et gérer leurs équipes à différentes échelles

Données à caractère personnel traitées

Le site peut collecter les données à caractère personnel suivantes :

- Données relatives aux comptes (nom, prénom des administrateurs, nom prénom des autres utilisateurs);
- Données relatives à l'agenda des maraudes (nom de l'action, personne concernée par l'action d'aide ou d'accompagnement, date et statut de l'action, description de l'action):
- Données d'identification des usagers (pseudonyme ou prénom, genre ou sexe, âge, date de naissance) ;
- Données relatives aux comptes rendus réalisés ;
- Données d'hébergeur ou de connexion ;

Bases juridiques des traitements de données

Les données traitées à l'occasion de ces traitements ont plusieurs fondements juridiques :

- L'obligation légale à laquelle est soumise le responsable de traitements au sens de l'article 6-c du RGPD ;
- L'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du RPGD ;
- Des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9 paragraphe 2-g du RGPD.

Ces fondements sont précisés ci-dessous :

a. Données relatives aux comptes

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

b. Données relatives à l'agenda des maraudes

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

c. Données d'identification des usagers

Ce traitement est nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable de traitement au sens de l'article 6-e du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

d. Données relatives aux comptes rendus réalisés

Ce traitement est nécessaire pour des motifs d'intérêt public important au sens de l'article 9 paragraphe 2-g du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

e. Données de connexion

Ce traitement est nécessaire au respect d'une obligation légale à laquelle le responsable de traitement est soumis au sens de l'article 6-c du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

L'obligation légale est posée par la loi LCEN n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et par l'article 1 du décret n°2021-1363 portant injonction, au regard de la menace grave et actuelle contre la sécurité nationale, de conservation pour une durée d'un an de certaines catégories de données de connexion. L'obligation légale est posée par la loi LCEN n° 2004-575 du 21 juin 2004 pour la confiance dans l'économie numérique et par les articles 1 et 3 du décret n°2011-219 du 25 février 2011.

Durée de conservation

Types de données	Durée de conservation	
Données relatives aux comptes	Dès la suppression de l'action par l'Utilisateur Ou	
	Jusqu'à 5 ans après la dernière utilisation de l'Utilisateur.	
Données relatives à l'agenda des maraudes	Dès la suppression du dossier usager spécifique à l'usager par l'Utilisateur	
	Ou	
	Jusqu'à 5 ans après la dernière utilisation du dossier « usager ».	
Données d'identification des usagers	Dès la suppression du dossier usager spécifique à l'usager par l'Utilisateur	
	Ou	
	Jusqu'à 5 ans après la dernière utilisation du dossier « usager ».	
Données relatives aux comptes rendus réalisés	Dès la suppression du dossier usager spécifique à l'usager par l'Utilisateur	
	Ou	
	Jusqu'à 5 ans après la dernière utilisation du dossier « usager ».	
Données relatives à la rencontre avec l'usager	Dès la suppression du dossier usager spécifique à l'usager par l'Utilisateur	
	Ou	
	Jusqu'à 5 ans après la dernière utilisation du dossier « usager ».	
Données d'hébergeur	1 an, conformément au décret n°2021-1363 du	

Droit des personnes concernées

Vous disposez des droits suivants concernant vos données à caractère personnel :

- Droit d'information et droit d'accès aux données
- Droit de rectification des données

Pour les exercer, faites-nous parvenir une demande en précisant la date et l'heure précise de la requête – ces éléments sont indispensables pour nous permettre de retrouver votre recherche – par voie électronique à l'adresse suivante :

[Adresse à insérer]

Par voie postale:

Direction du Numérique Ministère des solidarités et de la santé 39-43 Quai André Citroën 75739 Paris Cedex 15

En raison de l'obligation de sécurité et de confidentialité dans le traitement des données à caractère personnel qui incombe au responsable de traitement, votre demande ne sera traitée que si vous apportez la preuve de votre identité.

Pour vous aider dans votre démarche, vous trouverez ici https://www.cnil.fr/fr/modele/courrier/exercer-son-droit-dacces, un modèle de courrier élaboré par la CNIL.

Le responsable de traitement s'engage à répondre dans un délai raisonnable qui ne saurait dépasser 1 mois à compter de la réception de votre demande.

Destinataires des données

Le responsable de traitement s'engage à ce que les données à caractères personnels soient traitées par les seules personnes autorisées.

Sécurité et confidentialité des données

Les mesures techniques et organisationnelles de sécurité adoptées pour assurer la confidentialité, l'intégrité et protéger l'accès des données sont notamment :

- Anonymisation
- Stockage des données en base de données
- Stockage des mots de passe en base sont hachés

- Cloisonnement des données
- Mesures de traçabilité
- Surveillance
- Protection contre les virus, malwares et logiciels espions
- Protection des réseaux
- Sauvegarde
- Mesures restrictives limitant l'accès physiques aux données à caractère personnel

Sous-traitants

Certaines des données sont envoyées à des sous-traitants pour réaliser certaines missions. Le responsable de traitement s'est assuré de la mise en œuvre par ses sous-traitants de garanties adéquates et du respect de conditions strictes de confidentialité, d'usage et de protection des données.

Partenaire	Pays destinataire	Traitement réalisé	Garanties
Microsoft Azure	France	Hébergement	https://privacy.microsoft.com/fr- fr/privacystatement

Cookies

Un cookie est un fichier déposé sur votre terminal lors de la visite d'un site. Il a pour but de collecter des informations relatives à votre navigation et de vous adresser des services adaptés à votre terminal (ordinateur, mobile ou tablette).

Le site dépose des cookies de mesure d'audience (nombre de visites, pages consultées), respectant les conditions d'exemption du consentement de l'internaute définies par la recommandation « Cookies » de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL). Cela signifie, notamment, que ces cookies ne servent qu'à la production de statistiques anonymes et ne permettent pas de suivre la navigation de l'internaute sur d'autres sites.

Il convient d'indiquer que :

- Les données collectées ne sont pas recoupées avec d'autres traitements
- Les cookies ne permettent pas de suivre la navigation de l'internaute sur d'autres sites

[BOUTON MODIFIER LES REGLAGES]

À tout moment, vous pouvez refuser l'utilisation des cookies et désactiver le dépôt sur votre ordinateur en utilisant la fonction dédiée de votre navigateur (fonction disponible notamment sur Microsoft Internet Explorer 11, Google Chrome, Mozilla Firefox, Apple Safari et Opera).

Pour aller plus loin, vous pouvez consulter les fiches proposées par la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) :

- * [Cookies & traceurs : que dit la loi ?] (https://www.cnil.fr/fr/cookies-traceurs-que-dit-la-loi)
- * [Cookies : les outils pour les maîtriser](https://www.cnil.fr/fr/cookies-les-outils-pour-les-maitriser)